ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 2463

présenté par
M. Fuchs

ARTICLE 4

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

À la fin de l'alinéa 5, substituer aux mots :

« dix-huit ans »

les mots :

« quinze ans avec l'accord des représentants légaux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans le monde, deux pays ont mis en œuvre un protocole médical d'aide à mourir pour les mineurs :

- Le premier pays est la Belgique qui, depuis 2014 et après 12 années d'application de la loi relative à l'euthanasie (administration d'un produit létal) – 12 années de réflexion – a ouvert ce droit aux mineurs avec l'exigence de conditions supplémentaires, dont l'accord des représentants légaux, l'« actualité » de la demande (c'est-à-dire la demande exprimée directement, par opposition à la demande basée sur une déclaration anticipée) et l'exclusion de la seule souffrance psychique résultant d'une affection psychiatrique. A ce jour, en 8 ans, seules les demandes d'aide à mourir de 4 mineurs ont obtenu un consentement médical. Ces 4 cas sont connus, recensés, documentés et ont été contrôlés.
- Le deuxième pays sont les Pays-Bas qui permettent l'euthanasie des mineurs dès 12 ans. En deçà de cet âge, l'euthanasie est illégale. A partir de 12 ans, les « critères de minutie » appliqués sont les mêmes que pour les personnes majeures, mais une condition supplémentaire est appliquée avec l'exigence du consentement des parents. Moins de 10 cas d'euthanasie de mineurs ont été recensés aux Pays-Bas depuis 2002. Là aussi, des cas connus, documentés et contrôlés.

Cet amendement vise, de ce fait, à ouvrir l'accès au protocole d'aide à mourir aux mineurs âgés de 15 ans minimum après consultation du Parlement citoyen de la 6 e circonscription du Haut-Rhin en vue d'un compromis entre la législation des Pays-Bas jugée trop ambitieuse et l'âge de 18 ans qui avait été initialement proposé mais largement contestée par le Parlement citoyen.